

Notre naufrage politique: simple reflet de la disparition de la société?



Article rédigé par *Causeur*, le 24 juillet 2024

Source [Causeur] : La crise politique actuelle n'est pas une crise provoquée par telle ou telle erreur du président Macron ou imperfection démocratique conjoncturelle, elle est fondamentalement la conséquence du processus de disparition de la société.

Il est inutile de reprendre l'accumulation des faits pour constater le chaos dans lequel le pays est plongé. Il est aussi inutile de commenter toutes les analyses superficielles qui en évoquent les causes et les improbables solutions : absence de majorité parlementaire, dissolution inappropriée, usure de la verticalité, scrutin majoritaire dysfonctionnel dans une Constitution inadaptée, refus de la proportionnalité, etc. Et parce que l'on se contente de superficialités rapides, on aboutit très vite à des analyses douteuses : la crise actuelle consacrerait le retour aux prétendues horreurs de la quatrième république, le Rassemblement national serait toujours un parti d'extrême droite, le «macronisme» serait en voie d'extinction, etc.

Pour comprendre le réel, il est nécessaire d'aller plus loin.

On peut commencer par le détricotage du prétendu retour aux pratiques de la quatrième république. Nous serions entrés dans une période aussi instable que celle que nous aurions connue entre 1946 et 1958. Il y a là confusion de l'apparence avec la réalité : la période considérée était le théâtre d'affrontements entre entrepreneurs politiques de petits partis qui se battaient sur des marchés secondaires sans jamais s'affronter sur de grands projets complètement partagés. Personne ne contestait la reconstruction de la France et les grandes orientations qu'elle impliquait, reconstruction qui se déployait à un rythme spectaculaire mondialement reconnu. Personne ne contestait non plus la construction d'un grand Etat providence qui se déployait dans de multiples directions. Personne ne contestait enfin les grands choix industriels, les grands choix dans le domaine de l'Éducation, de la santé, de l'agriculture, etc. Bien sûr, existaient des affrontements sur certaines réalités de l'histoire : la résistance de l'ancien monde au projet de Sécurité sociale, la gestion de la décolonisation, etc. Mais ces confrontations s'inscrivaient dans un universel censé être le point oméga de l'intérêt général.

[Lire la suite](#)